

Communiqué de presse

Mobilisations lycéennes : les violences doivent cesser, le gouvernement doit répondre par la démocratie !

Depuis plusieurs jours, des lycéennes et des lycéens en région parisienne, et plus récemment dans les académies de Lyon, Lille, Orléans-Tours, Marseille, Nice... se mobilisent pour dénoncer les conditions dans lesquelles elles et ils étudient. Manque de personnels, bâti vétuste, nombre trop important d'élèves par classe, emploi du temps intenable... leurs revendications sont légitimes ! Le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU soutiennent ces demandes, d'autant plus qu'elles confirment l'état catastrophique de l'Éducation nationale à ce jour, comme nous l'avons souvent dénoncé.

Nos organisations dénoncent fermement les interventions violentes, sans discernement, de la police devant plusieurs établissements, qui ont parfois conduit des élèves en garde à vue. Des élèves sont aussi blessés. Cette violence contre la jeunesse est inacceptable, elle doit cesser ! Les élèves ont le droit de s'exprimer et de se mobiliser. On attend de l'Éducation nationale qu'elle forme des citoyennes et des citoyens dans les salles de classe, mais on les empêche ensuite d'exercer leur conscience citoyenne à l'extérieur des lycées ? Cette répression policière arrive d'ailleurs en plein dans les semaines de l'engagement. Ainsi va l'École macroniste : des injonctions à l'engagement et une violence contre les mouvements de contestation des choix politiques et budgétaires. Insupportable !

Le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU condamnent, plus largement, les violences d'où qu'elles viennent contre les personnels et les élèves. Nous apportons aussi notre soutien aux personnels qui ont été blessés ces derniers jours. Toutes les violences doivent cesser : il y a urgence à permettre l'expression lycéenne sans entrave et dans un cadre démocratique, libre et serein.

La mobilisation des jeunes appelle des réponses à la hauteur de leurs attentes. Elles ne peuvent être une répression aveugle, ni une instrumentalisation politique de la part du gouvernement qui tenterait d'échapper à sa responsabilité sur la situation calamiteuse dans laquelle il place le service public d'éducation et les élèves depuis des années.

Aujourd'hui, l'urgence est de faire vivre la démocratie lycéenne : écouter les élèves, permettre l'exercice de leur droit d'expression, de leur droit de s'organiser, de leur droit à manifester. Les élèves mobilisés doivent pouvoir aussi participer dans leur établissement à des CVL (Conseils de vie lycéenne) pour y faire entendre leurs attentes. Au delà de la démocratie sociale que les lycéens doivent pouvoir continuer à faire vivre sereinement par leurs actions et mobilisations, il est nécessaire d'ouvrir des espaces de discussions et non de réprimer par la force ce mouvement ou l'instrumentaliser à des fins politiciennes.

Dans quelques jours, le Premier ministre va présenter son projet de budget 2027. Il porte la responsabilité d'une crise profonde dans l'Éducation nationale, dans ce contexte particulièrement lourd et grave. Le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU appellent solennellement le gouvernement à prendre acte de l'impérieuse nécessité d'investir massivement dans l'École publique pour répondre aux attentes légitimes des élèves, des familles et des personnels.

À Paris, le 28/09/2026